

La déforestation est l'une des principales sources de dioxyde de carbone dans les pays en développement. Elle serait ainsi responsable de 12 % à 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre liées aux activités humaines. Face à ce constat alarmant, les participants aux discussions onusiennes sur le climat ont reconnu la nécessité d'engager des actions immédiates. Initié par la France et la Norvège, le partenariat mondial pour combattre la déforestation, approuvé à Oslo le 27 mai, a permis de consolider les promesses de fonds, qui s'élèvent désormais à près de 4 milliards de dollars sur les trois années à venir. Ces sommes, utilisées dès cette année, devront financer la mise en œuvre de politiques permettant de lutter efficacement contre la déforestation et la dégradation. Les mesures concerneront le secteur forestier mais aussi le secteur agricole, la gouvernance ou les réformes foncières.

Puisque ces fonds constituent une incitation financière au changement de politiques publiques dans des États parfois « fragiles », qui peinent à appliquer des lois et à faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers, la lutte contre la déforestation dépasse les aspects techniques et introduit une dimension d'économie politique. Deux questions sont alors posées, auxquelles les participants à ce séminaire tenteront de répondre :

- comment utiliser ces fonds de la manière la plus efficace pour infléchir les politiques publiques en faveur de la lutte contre la déforestation dans des pays dits « fragiles »? Dans ces États à forte population et larges ressources forestières, quelles politiques les gouvernements vont-ils choisir et comment vont-ils les mettre en œuvre ?

- quelle gouvernance du processus et notamment des fonds REDD (Réduction des Émissions liées à la Déforestation et la Dégradation) mis à la disposition des pays ?

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac, 75007 PARIS
Salle Jean Monnet

Métro : lignes 8, 12 et 13
Stations : Invalides, Solférino, Varenne
RER C - Stations : Invalides & Musée d'Orsay

Confirmation par mail :
elise.martinez@strategie.gouv.fr
Téléphone : 01 42 75 63 21

Pour tout renseignement

► **Johanne Buba**
johanne.buba@strategie.gouv.fr
Tel : +33 (0) 1 42 75 61 85
► **Alain Karsenty**
alain.karsenty@cirad.fr
Tel : +33 (0) 4 67 59 39 48



Contact Presse

► **Jean-Michel Roullé**
Responsable de la Communication
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr
Tel : +33 (0) 1 42 75 61 37



Séminaire fermé Aide, déforestation et États fragiles

en présence de **Nathalie Kosciusko-Morizet**
Secrétaire d'État à la Prospective et au Développement de l'Économie numérique

► **Mardi 15 juin 2010**
09.00 – 18.00

Centre d'analyse stratégique
Salle Jean Monnet
18 rue de Martignac, 75007 Paris



08.30 Accueil des participants

09.00 Introduction par **Vincent Chriqui**,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

09.15 **La déforestation et les discussions onusiennes**

Présentation par **Cyril Loisel**, chargé de mission Forêts,
ministère des Affaires étrangères

09.30 **Table ronde n° 1 : Caractérisation des « États fragiles »**

Présentation par **Emily Harwell**, consultante, Banque mondiale

Commentaire par **Tamara Levine**, Environnement et Développement,
Direction de la coopération pour le développement, OCDE

La caractérisation des « États fragiles » est loin de faire l'unanimité. Ces pays souffrent d'une faible gouvernance et comptent aussi parmi les plus pauvres. Si les organisations internationales telles que la Banque mondiale font de ces États une priorité, cela n'est pas sans poser des problèmes majeurs en termes d'efficacité de l'aide.

10.45 Pause

11.00 **Table ronde n° 2 : Expériences et enseignements de l'Aide publique au développement**

Présentation par **Alice Sindzingre**, Centre national de la recherche scientifique (CNRS), université Paris-Ouest et université de Londres

Commentaire par **Daniel Compagnon**, professeur agrégé
des universités en Sciences politiques, Sciences Po Bordeaux

Les différentes expériences d'aide au développement peuvent apporter un éclairage intéressant sur les moyens de contourner ou résoudre les problèmes relatifs à la mise en œuvre de politiques et mesures dans des États fragiles. Plus spécifiquement : comment peut-on faire avancer un agenda de réformes (conditionnalité, souveraineté et appropriation) ? Quels récipiendaires assurent la meilleure efficacité (gouvernement *versus* acteurs locaux) ?

12.30 Intervention de **Nathalie Kosciusko-Morizet**,
Secrétaire d'État à la Prospective
et au Développement de l'Économie numérique

12.45 Cocktail déjeunatoire

14.00 **Table ronde n° 3 : Économie politique de la REDD : quelles réformes et quelle méthode ?**

Présentation par **Alain Karsenty**, Centre de coopération internationale
en recherche agronomique pour le développement

Commentaire par **Jade Saunders**, Chatham House/European Forest
Institute

Les causes de la déforestation sont essentiellement situées en dehors du secteur forestier ou à ses marges : agriculture d'abattis-brûlis extensive alimentée par une expansion de la population dans des pays qui n'ont pas entamé leur transition démographique, recours massif au bois de feu et au charbon entraînant une surexploitation des bassins d'approvisionnement des villes, exploitation informelle mais massive du bois d'œuvre alimentant souvent des filières d'exportation illicites et parfois contrôlées par des éléments armés. Quelles sont les réformes à mettre en œuvre hors du secteur forestier ? Quels sont les intérêts en jeu de quelques grands pays forestiers (RDC, Congo, Liberia, Madagascar, Colombie, Cambodge, Indonésie, Papouasie...) ? Comment traiter la question foncière ?

16.30 Pause

17.00 **Synthèse : REDD et réforme des politiques publiques dans les États fragiles**

Présentation par **Camilla Toulmin**, directrice de l'International Institute
for Environment and Development

18.00 Clôture